

PLR.Les Libéraux-Radicaux, CP 6136, 3001 Berne

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à
l'innovation SEFRI
Division Hautes écoles
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Berne, 4 novembre 2015 / ft
VL_ETH-Gesetz

Modification de la loi sur les EPF **Prise de position du PLR.Les Libéraux-Radicaux**

Madame, Monsieur,

Les écoles polytechniques fédérales (EPF) helvétiques sont reconnues à travers le monde. Elles attirent de brillants étudiants et chercheurs. Elles permettent de créer des emplois hautement qualifiés en Suisse et assurent notre prospérité.

PLR.Les Libéraux-Radicaux s'engage depuis longtemps en faveur de l'innovation et de la recherche, qui permettent de relever les nombreux défis dans des domaines divers (santé, environnement, transport, etc.). Il est important que les Hautes écoles et les instituts de recherche profitent de la plus grande autonomie plutôt que d'être soumis à de la bureaucratie inutile ou des interdictions/moratoires.

Le projet soumis à consultation veut répondre à l'évolution de ces dernières années ainsi qu'aux différentes interventions parlementaires relatives aux EPF. Le PLR partage cet objectif et la présentation d'une révision partielle de la Loi sur les EPF. Les structures organisationnelles et administratives des Hautes écoles (y compris EPF) doivent s'adapter aux conditions du XXI^e siècle tout en restant orientées vers les clients.

Pour le PLR, il est primordial que l'autonomie des EPF et des instituts de recherche soit préservée. La liberté de la recherche doit être garantie. L'autonomie des EPF doit également être renforcée par rapport au financement : les frais de scolarité doivent être à leur discrétion qu'il s'agisse d'étudiants suisses ou étrangers ; le PLR rejette les propositions à l'art. 34d al. 2 et 2^{bis}. Il est également bienvenu que des systèmes de contrôle et gestion du risque soient mis en place (nouvel art. 35a^{bis}).

Outre les remarques ci-dessus, voici quelques commentaires complémentaires sur des articles en particuliers:

› **Art. 35a^{quater} al. 1 – trésorerie et gestion des liquidités**

Le PLR accepte la transposition de la base juridique de l'Ordonnance sur les finances et la comptabilité du domaine des EPF dans la loi. Cependant, la tournure proposée doit être modifiée et le mot « gère » remplacé. En effet, ce terme est inadéquat puisque ce sont les institutions du domaine des EPF qui doivent gérer leurs liquidités et non pas l'administration fédérale des finances.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à nos arguments, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos plus cordiales salutations.

PLR.Les Libéraux-Radicaux
Le Président



Philipp Müller
Conseiller national

Le Secrétaire général



Samuel Lanz